

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3261

21 décembre 2013

### SOMMAIRE

Bed'is S.à r.l. ....	156484	Development Picture S.A. ....	156489
Bohlen S.à r.l. ....	156484	DIF TGI Luxembourg S.à r.l. ....	156489
Bookinvest S.A. - SPF ....	156484	Emalux S.A. ....	156492
Boreales Participations S.A. ....	156483	EX&CO S.à r.l. ....	156489
Brasserie du Grand Théâtre S.à r.l. ....	156483	Foca S.à r.l. ....	156485
Calteux - Société Immobilière, Société à responsabilité limitée ....	156491	Formation & Stratégie s.à r.l. ....	156485
Calverton Overseas S.A. ....	156491	Fruit Freeze Invest S.A. ....	156485
Canirsa Holding S.A. ....	156491	Fruit Freeze Invest S.A. ....	156485
Caudan S.A. ....	156490	Future Dreams S.A. ....	156487
CEOP S.à r.l. ....	156483	FYI S.à r.l. ....	156487
Cetim S.A. ....	156490	Garage Martin BIVER s.à r.l. ....	156488
CG Automobiles S.à r.l. ....	156490	Garage Metti Völzer S.à r.l. ....	156488
Chevron Luxembourg Finance Holdings S.à r.l. ....	156484	Ge-Wen S.à r.l. ....	156488
City Activity S.à r.l. ....	156492	Gewerbe- und Wirtschaftsverlag S.à r.l. .....	156488
Claudia & Romain S.à r.l. ....	156491	G Invest S.A. ....	156487
C.M. Seitz S.à r.l. ....	156490	GKF-Group Holding S.A. ....	156487
Coboulux ....	156482	Golden Cape S.A. ....	156487
Cofinex S.A. ....	156482	HAP-Architekten S.à r.l. ....	156486
Cogent Europe S.à r.l. ....	156492	Hastelux Sàrl ....	156486
Coiffeurgalerie S.à r.l. ....	156482	HEPP III Luxembourg Master S.à r.l. ...	156485
COIFFURE WEIS-WELTER S.à r.l. uniper- sonnelle ....	156482	Heystone S.A. ....	156486
Comalux SA ....	156483	Hilonex S.à r.l. ....	156528
Combolux S.A. ....	156491	Horn S.A. ....	156486
Compagnie Royale du Parc S.A. ....	156492	Hortis International S.à r.l. ....	156486
Computer Home ....	156492	IEE International Electronics & Engineer- ing S.A. ....	156493
Copesa S.A. ....	156489	Interfab SPF, S.A. ....	156488
CR - Cie S.à r.l. ....	156482	Nova Espace Immobilier Sàrl ....	156527
Dakota Investments S.A. ....	156489	Petro-Center S.A. ....	156484
Dallas Investments S.A. ....	156490	PremTech ....	156507
		Severn Investment S.à r.l. ....	156519

**Coboulux, Société Anonyme.**

Siège social: L-6869 Wecker, 11, Hauptstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 7.082.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2013167247/12.

(130203859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Cofinex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 35.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Triple A Consulting

Référence de publication: 2013167250/10.

(130203735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Coiffeurgalerie S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9425 Vianden, 34, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 146.711.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013167251/11.

(130204347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**COIFFURE WEIS-WELTER S.à r.l. unipersonnelle, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9240 Diekirch, 47, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 108.585.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167252/10.

(130204348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**CR - Cie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 59, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 163.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CR Cie S.à r.l.  
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167270/11.

(130203818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Comalux SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 146.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013167256/10.

(130203793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Brasserie du Grand Théâtre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2525 Luxembourg, 1, Rond Point Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 157.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167180/9.

(130204441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Boreales Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 167.626.

*Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration par voie circulaire du 5 novembre 2013*

Conformément à l'article 12 des statuts, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité de:

déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Bernard CITROËN, né le 31/08/1958 à Bayonne (France) et demeurant au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg. Son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer les comptes de l'exercice au 31 décembre 2018.

Monsieur Bernard CITROËN portera le titre d'Administrateur-délégué de la société et pourra engagée la société par sa co-signature obligatoire avec un administrateur de catégorie B pour toutes les affaires relevant de la gestion journalière.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
BOREALES PARTICIPATIONS S.A.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013167177/20.

(130203966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**CEOP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 128.122.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

*Pour: CEOP S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélié Katola / Christine Racot

Référence de publication: 2013167234/15.

(130203985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Bohlen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 102.056.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167175/9.

(130204523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Bookinvest S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 32.062.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167176/9.

(130203865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Bed'is S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8053 Bertrange, 71, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 118.857.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Bed'is S.à r.l.*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167143/11.

(130203656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Chevron Luxembourg Finance Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 102.218.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013167196/11.

(130204099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Petro-Center S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 75.045.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 13 novembre 2013 à 14.00 heures*

L'assemblée générale renouvelle jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de l'an 2014 le mandat du réviseur d'entreprises agréé la société Fidewa-Clar S.A., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 165 462, avec siège social à L - 3364 Leudelange, 2-4, Rue du Château d'Eau.

Pour extrait sincère et conforme

*Un administrateur*

Référence de publication: 2013167728/14.

(130204342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Fruit Freeze Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 73.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167405/10.

(130203674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Fruit Freeze Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 73.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167406/10.

(130203675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Formation & Stratégie s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1231 Howald, 47, avenue Berchem.  
R.C.S. Luxembourg B 153.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 novembre 2012. Signature.

Référence de publication: 2013167399/10.

(130204534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Foca S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 121.273.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2013167396/9.

(130204329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**HEPP III Luxembourg Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.440.275,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 108.984.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

*Pour: IHEPP III LUXEMBOURG MASTER S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013167455/15.

(130203810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Hortis International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 118.875.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167462/9.

(130204471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Heystone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 132.081.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliaire

Référence de publication: 2013167458/11.

(130204233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Horn S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 44.642.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013167461/12.

(130204575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Hastelux Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul.

R.C.S. Luxembourg B 111.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167453/10.

(130204111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**HAP-Architekten S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6742 Grevenmacher, 2, Kofferschmattsgaessel.

R.C.S. Luxembourg B 149.446.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/11/2013.

G.T. Experts Comptables S.À.R.L.

Luxembourg

Référence de publication: 2013167452/12.

(130204445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Golden Cape S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 117.920.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.  
FIDUCIAIRE FERNAND FABER  
Signature

Référence de publication: 2013167430/12.

(130204499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Future Dreams S.A., Société Anonyme Sopardi.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 71.162.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FUTURE DREAMS S.A.  
Régis DONATI / Robert REGGIORI  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013167409/12.

(130204049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**G Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 113.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167411/10.

(130204367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**FYI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 165.071.

Les comptes annuels au 30 juin 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Munsbach, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167410/11.

(130204014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**GKF-Group Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 101.970.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167428/9.

(130204028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Garage Martin BIVER s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9518 Weidingen, 32, route d'Erpeldange.

R.C.S. Luxembourg B 92.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Garage Martin BIVER s.à r.l.*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167413/11.

(130203533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Garage Metti Völzer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6912 Roodt-sur-Syre, 10, route de Grevenmacher.

R.C.S. Luxembourg B 58.813.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167414/10.

(130203622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Gewerbe- und Wirtschaftsverlag S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6350 Dillingen, 6, route de Beaufort.

R.C.S. Luxembourg B 148.001.

Der Jahresabschluss für das Geschäftsjahr 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167416/10.

(130203773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Ge-Wen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2611 Luxembourg, 55, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 113.897.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la gérance*

Signatures

Référence de publication: 2013167421/11.

(130203650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Interfab SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERFAB SPF S.A.

F. DUMONT / B. PRUDHOMME

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013167497/12.

(130203423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.



**Development Picture S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 154.467.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167275/10.

(130204186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Copesa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 52.971.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013167266/12.

(130204496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**DIF TGI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.  
R.C.S. Luxembourg B 164.272.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167299/9.

(130203781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**EX&CO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 61, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 60.583.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour EX&CO S.à r.l.*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167363/11.

(130203912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Dakota Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 116.920.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013167283/12.

(130203800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Dallas Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 116.921.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Signature

Référence de publication: 2013167284/12.

(130203785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**C.M. Seitz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6688 Mertert, Port de Mertert.  
R.C.S. Luxembourg B 106.337.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167187/10.

(130203651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Cetim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 120.522.

**RECTIFICATIF**

Cette mention rectificative remplace la version déposée antérieurement le 2 octobre 2013 sous le N° L130168466  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167235/11.

(130203492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**CG Automobiles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 6A, Um Woeller.  
R.C.S. Luxembourg B 160.734.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167236/10.

(130204142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Caudan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.  
R.C.S. Luxembourg B 98.879.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

G.T. Experts Comptables Sarl  
Luxembourg

Référence de publication: 2013167229/11.

(130204231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Calteux - Société Immobilière, Société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 152, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.605.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.

12 rue du Canal

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2013167218/13.

(130204382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Calverton Overseas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 128.522.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167219/10.

(130204061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Canirsa Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 114.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167220/10.

(130203626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Combolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9678 Nothum, 40, Kaunereferstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 55.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013167258/10.

(130203796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Claudia & Romain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 79.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CLAUDIA & ROMAIN S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167244/11.

(130203803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

---

**Cogent Europe S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 75.672.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167199/9.

(130204093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**City Activity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1616 Luxembourg, 26, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167243/10.

(130203910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Compagnie Royale du Parc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 128.412.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013167261/12.

(130204489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Computer Home, Société Anonyme.**

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre commercial Belle Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 35.885.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167262/10.

(130204155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**Emalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 104, route de Stavelot.

R.C.S. Luxembourg B 102.085.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013167337/13.

(130204027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

**IEE S.A., IEE International Electronics & Engineering S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 134.858.

In the year two thousand and thirteen on the thirty-first day of October.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

**THERE APPEARED**

Easunlux S.A., a public limited liability company (Société anonyme), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-6468 Echternach, Zone industrielle, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 176 116 (the "Sole Shareholder"),

duly represented here by Me Manfred MÜLLER, Avocat, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the Sole Shareholder of IEE International Electronics & Engineering S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at Zone industrielle, L-6468 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 134858, incorporated by a deed enacted by the notary Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 14 December 2007, published in the Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the "Mémorial C"), dated 30 January 2008, number 242, page 11571 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed enacted by the notary, Me Edouard DELOSCH, residing then in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg, on 2 May 2011, published in the Mémorial C, dated 1 August 2011, number 1743, page 83661.

II.- The four hundred five thousand nine hundred nineteen (405,919) ordinary shares with a nominal value of one hundred and one euro (EUR 101.-) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the Sole Shareholder can validly deliberate and take decisions.

The Sole Shareholder, taking into consideration of the best interest of the Company, adopted the following resolutions:

*Sole resolution*

The Sole Shareholder resolved to amend the Company's corporate object and to fully restate the articles of association of the Company, which shall henceforth be read as follows:

**"Chapter I. Form, Name, Registered offices, Object and Duration**

**Art. 1. Form and Name.** There is hereby established a société anonyme (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company will exist under the name of "IEE INTERNATIONAL ELECTRONIC S & ENGINEERING S.A." in abbreviation "IEE S.A.."

**Art. 2. Registered Offices.** The Company will have its registered office in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any place within Echternach by a resolution of the Board of Directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that, in the view of the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such offices or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors.

**Art. 3. Object.** The Company's purpose is to design, manufacture and market electronic products and derivative products in relation to automotive active and passive safety systems, including but not limited to: passenger identity recognition systems (ODS), passenger classification systems (OCS), safety belt reminders (SBRs), passenger posture detection systems (PPDs), children chair monitor, automotive sensing products, pedestrian recognition safety systems (Protecto), but also non automotive products in relation to but not limited to consumer electronic products in relation to sport shoes sensing systems and 3D camera systems.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. The Company may use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The object of the Company includes the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial and/or technical assistance to the undertakings forming part of the group of companies to which the Company belongs, such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds, notes or similar debt instruments.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders (the "Shareholders' Meeting"), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by these Articles of Association, as the case may be, for any amendment of these Articles of Association and pursuant to Article 27 of the Articles of Association.

## Chapter II. Capital Shares

### Art. 5. Corporate Capital.

The issued capital of the Company is set at forty million nine hundred ninety-seven thousand eight hundred and nineteen euro (EUR 40,997,819.-) divided into four hundred five thousand nine hundred and nineteen shares (405,919) with a nominal value of one hundred and one euro (EUR 101.-) per share (the "Share"), all of which have been fully paid-up.

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 6. Form of Shares.** The Shares will be in the form of registered shares or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders, with the exception of those shares for which the Laws prescribe the registered form.

The Shares shall be transferred pursuant to these Articles of Association and the Laws.

With respect to the bearer Shares, the Company shall issue the bearer share certificates to the relevant shareholders in the form and with the indications prescribed by the Laws. The Company may issue multiple bearer share certificates.

The transfer of bearer Shares shall be made by the mere delivery of the bearer share certificates.

With respect to the registered Shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purpose whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered shares will be registered in the shareholders register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in Article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the Shareholders' Meeting.

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital Shares.** The issued capital of the Company may further be increased or reduced one or several times by a resolution of the Shareholders' Meeting adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The new Shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

Notwithstanding the above, the Shareholders' Meeting, voting in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association may limit or withdraw the preferential subscription right.

**Art. 8. Acquisition of Own Shares.** The Company may acquire its own Shares. The acquisition and holding of its own Shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws.

### Chapter III. Shareholders' meeting

**Art. 9. Powers and Composition of the Shareholders' Meeting.** The Shareholders' Meeting is the supreme authority of the Company. Easunlux S.A., the sole shareholder of the Company, will (as long as the Company counts only Easunlux S.A. as sole shareholder) appoint five (5) representatives ("Shareholder's Representative") to form and perform the duties of the Shareholders' Meeting, provided that:

- (1) Eashine International Co., Limited ("Eashine") shall be entitled to propose a list of candidates from which three (3) Shareholder's Representatives shall be appointed;
- (2) Ascend Capital Management Limited ("Ascend") shall be entitled to propose a list of candidates from which one (1) Shareholder's Representative shall be appointed; and
- (3) SAIC Lux S.à r.l ("SAIC") shall be entitled to propose a list of candidates from which one (1) Shareholder's Representative shall be appointed.

**Art. 10. Proceedings of the Shareholders' Meeting.** The Shareholders shall meet at the ordinary Shareholders' Meeting (including the annual Shareholders' Meeting) and at the extraordinary Shareholders' Meeting. The ordinary Shareholders' Meeting shall be held at least twice each year on the first and third quarter respectively. The annual Shareholders' Meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg on the second Tuesday of the month of June at 11:00 a.m., except if circumstances of force majeure require it to be held abroad, as may be specified in the convening notice. An extraordinary Shareholders' Meeting can be conveyed when it is necessary. Where the Company comprises a sole shareholder, such sole shareholder shall exercise the powers reserved to the Shareholders' Meeting.

The Chairman (as defined in article 13 below) may choose a secretary, who shall be responsible for keeping the minutes of the Shareholders' Meeting.

The Shareholders' Meeting shall meet upon call by the Chairman in Luxembourg or such other place chosen by the Chairman and indicated in the notice of meeting. Each Shareholder's Representative may request the addition of any item to the agenda of a Shareholders' Meeting in a timely manner. The Chairman shall preside at all Shareholders' Meetings. In the absence of the Chairman, a chairman ad hoc, elected from the Directors by the majority Shareholder's Representatives shall chair the relevant Shareholders' Meeting.

Written notice of any Shareholders' Meeting shall be given to all Shareholder's Representatives at least eight (8) business days in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case at least one (1) business day notice shall be given and the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or e-mail by each Shareholder's Representative. Separate notice shall not be required for meetings at which all the Shareholder's Representatives are present or represented as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by the Board of Directors.

Any Shareholder's Representative may take part in any Shareholders' Meeting in writing or by fax, cable, telegram, telex, by appointing another Shareholder's Representative as his proxy or by other communication device allowing all Shareholder's Representatives to communicate with one another.

The Shareholders' Meeting can deliberate or act validly only if all Shareholder's Representatives of the Company are present or represented at the meeting.

The Shareholders' Meeting may in all circumstances, adopt resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The minutes of any Shareholders' Meeting shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or Shareholder's Representatives who represent at least any two parties of Eashine, Ascend or SAIC.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, by the secretary or by Shareholder's Representatives who represent at least any two parties out of Eashine, Ascend and SAIC.

**Art. 11. Powers of the Shareholders' Meeting.** The Shareholders' Meeting will exercise the following powers:

- (1) to resolve the operation guidelines and the long term investment plan of IEE Group Companies (IEE Group Company means the Company and any company which is directly and indirectly controlled by the Company);
- (2) to elect, change Directors, to reduce and increase the number of Directors, and to decide their remunerations;
- (3) to amend the Articles of Association of the Company and to approve significant amendments to the articles of association of other IEE Group Companies;
- (4) to deliberate on and approve the report of the Board of the Company;

(5) to determine establishment and composition of the Management Advisory Committee and the Executive Committee; and to determine engagement and dismissal of the members of the Executive Committee and the first tier management and their remunerations;

(6) to deliberate and approve the annual budget, the five (5) year business plan, the annual statutory and/or consolidated accounts and dividends of the Company and its subsidiaries;

(7) to decide an increase and reduction of the share capital, the issuance of bonds or other securities or IPO plan of the Company and its subsidiaries;

(8) to adopt a resolution on the merger, split-up, dissolution, liquidation and change of the form of the Company and its subsidiaries;

(9) to adopt a resolution on issuance of an employees' stock option by the Company;

(10) to approve the sale or acquisition of significant tangible or intangible assets including the purchase or granting of license significant to the activities of the Company and its subsidiaries;

(11) to approve a research and development plan for major new products;

(12) to approve any change in the accounting policies of the Company and its subsidiaries;

(13) to incur any indebtedness outside the normal course of business or outside the budget of the Company and its subsidiaries;

(14) to approve the five (5) year business plan;

(15) to approve the Company's use and disposal of any capital, assets, borrowing loans which are not covered in the business plan and budget, or to authorize the Board or management organization of the Company to use and dispose the capital and assets and to borrow loans which are not covered in the business plan and budget under the direction of the Shareholders' Meeting;

(16) any transfer of any Shares or securities giving access to the share capital of any Company and its subsidiaries, or any transfer or sale of any part of the business of any Company and its subsidiaries; except in the case where such transactions are purely internal restructurings among the IEE Group Companies;

(17) the conclusion, modification and termination of any joint venture agreement from time to time;

(18) to approve any contracts entered into by and between the Company and Eashine, Ascend or SAIC or their affiliates, and the amendment, extension or termination of such contracts;

(19) to provide loans to any individual, company, enterprise, economic organization or other entities including Eashine, Ascend or SAIC or their affiliates; or borrow loans from such entities or individuals;

(20) to approve allocation of reserve fund, employees' award, welfare fund and development fund and annual capital expenditure budget;

(21) to approve the opening or closing of any branch or other subsidiaries of the IEE Group Companies;

(22) to determine engagement of the Chief Financial Officer, Chief Human Resources Officer, Legal Director and the remuneration of the second tier management of the Company; to dismiss any members of the second tier management of the Company.

(23) to determine the economic layoff of more than ten (10) employees;

(24) any change on the business of the IEE Group Companies;

(25) to change auditors of the Company;

(26) matters submitted by the Chairman and the Director to the Shareholders' Meeting for review in accordance with the Article 13 hereunder; and

(27) other powers attributable to the Shareholders' Meeting in accordance with the Laws.

**Art. 12. Votes.** When the Shareholders' Meeting exercises the powers stipulated under the Article 11 and need to vote on the related issues, the item (1) to the item (23) under Article 11 shall be subject to an affirmative approval of all Shareholder's Representatives present or represented at the Shareholders' Meeting; the item (24) to the item (26) shall be subject to an affirmative approval of more than 2/3rds (not inclusive) Shareholder's Representatives present or represented at the Shareholders' Meeting. The Shareholders' Meeting shall specify the voting rules when deciding its powers over issues in item (27).

If the Company proposes to enter into any transaction with either Eashine, Ascend or SAIC or an affiliate of any of them, the concerned party shall not participate in any vote to approve such proposed transaction and the Company shall not proceed with the transaction until all the non-affiliated parties consent to the transaction.

#### Chapter IV. Board of directors

**Art. 13. Composition of the Board of Directors.** The Company shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors" or "Board"), composed of seven (7) directors (the "Directors"), which will be appointed by the Shareholders' Meeting, provided that:

(1) Eashine shall be entitled to propose a list of candidates from which three (3) Directors shall be appointed, one of which will be appointed to act as chairman of the Board of Directors (the "Chairman");



- (2) Ascend shall be entitled to propose a list of candidates from which one (1) Director shall be appointed; and  
 (3) SAIC shall be entitled to propose a list of candidates from which one (1) Director shall be appointed.

The duration of mandate of the Directors may not exceed six (6) years. They are eligible for re-election.

If a position on the Board is vacated by the resignation, disability or death of a Director, the shareholder which originally nominated such Director for appointment shall nominate a successor for appointment as described above, and the Shareholders shall cause such successor to be elected or appointed as a Director.

**Art. 14. Powers of the Board of Directors and the Chairman.**

14.1 The Board of Directors is responsible for the management of the Company's business and exercises in particular the following powers:

- (1) to convey the Shareholders' Meeting and report to the Shareholders' Meeting;
- (2) to implement the resolutions of the Shareholders' Meeting;
- (3) to review the annual budget, and the 5 (five) year business plan of the IEE Group Companies;
- (4) to approve the loans within the budget that any Company and its subsidiaries; borrows from banks and other institutions; and the long term or short term loan plan within the budget of any Company and its subsidiaries;
- (5) any undertaking with respect to the guarantee, warranty or compensation made by any Company and its subsidiaries; for any debt; or issuing any authorization or instruments to enter into such guarantee, warranty or compensation undertaking;
- (6) to launch or terminate judicial proceedings such as the litigation or arbitration against any third party;
- (7) to determine the establishment of major internal management organizations of the Company except for which the Shareholders' Meeting is entitled to establish;
- (8) to engage the members of the second tier management of the Company except for the Chief Financial Officer, the Chief Human Resources Officer and the Legal Director;
- (9) to decide the investment and assets disposal matters outside the budget within the scope of authorization of the Shareholders' Meeting pursuant to Article 11(6);
- (10) the conclusion, modification and termination of any significant material purchase agreement and outsource agreement from time to time; and
- (11) to exercise other powers stipulated in the Articles of Association.

Decisions shall be subject to an affirmative approval of a majority of the Directors present or represented at a meeting of the Board of Directors held in compliance with the quorum and majority rules set by the Laws or by these Articles when the Board exercises the above powers and needs to vote on the related matters. If any Director has different opinions on issues in items (5) and (6) above as approved, the Director may submit the issue to the Shareholders' Meeting for second review in accordance with Article 11(26).

14.2 Powers of the Chairman

If the Chairman has any different opinion on any matters approved by the Board, the Chairman may submit the issue to the Shareholders' Meeting for second review in accordance with Article 11(26) and have a veto power on the specific matters pursuant to the resolution of the Shareholders' Meeting.

The Chairman has the power to approve the business plan within the budget and use and disposal of capital and assets at certain amount outside the business plan and budget pursuant to the authorization by the Shareholders' Meeting or the Board.

14.3 Representation of the Company and Delegation of Powers

The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice.

The Board of Directors may delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two (2) members of the Board of Directors. However, if the shareholders have qualified the Directors as Class A Directors and Class B Directors, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Director and one (1) Class B Director. The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such special power.

**Art. 15. Meetings of the Board of Directors.** The Board of Directors may appoint a secretary, who does not need to be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The Chairman will convey and preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by vote of the majority of Directors present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) days' notice of Board of Directors meetings shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors shall meet at the regular meeting and the interim meeting. The regular meeting of the Board of Directors shall be held once each quarter. An interim meeting of the Board of Directors shall be conveyed if the Chairman deems it necessary.

Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another member of the Board of Directors as his proxy. Any member of the Board of Directors may represent one or several members of the Board of Directors.

Every Board of Directors meeting shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Directors may from time to time determine. One or more members of the Board of Directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. The Board of Directors can establish any other specific rules in relation to the above in its internal regulations.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the members of the Board of Directors holding office.

A written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

**Art. 16. Minutes of Meetings of the Board of Directors.** The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of the minutes of the Board of Directors or of the written resolution of all the Directors, which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by any two members of the Board of Directors.

**Art. 17. Management Fees and Expenses.** Subject to the approval of the Shareholders' Meeting, the members of the Board of Directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the Board of Directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 18. Conflicts of interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors or any officer of the Company had a personal interest in, or is a shareholder, member, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or business.

If any member of the Board of Directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall disclose such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction. Such transaction and such Director's interest therein shall be disclosed in a special report to the next Shareholders' Meeting before any vote on any other resolution.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

**Art. 19. Directors' Liability-Indemnification.** No member of the Board of Directors commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Members of the Board of Directors are liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any member of the Board of Directors, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been directors, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, or of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

**Art. 20. Management Advisory Committee.** The Company should establish the Management Advisory Committee (the "Management Advisory Committee") to provide the professional opinions to the Board of Directors for making resolutions. The Management Advisory Committee is composed of two (2) to five (5) experts who have relatively significant influence in the technology, marketing, finance or legal field. These experts shall perform their responsibility based on mandates by the Board of Directors on a part-time basis.

The expenses related to activities of the members of the Management Advisory Committee should be undertaken by the Company.

A member of the Management Advisory Committee may render professional opinions to the Board of Directors for its reference to formulate decisions.

**Art. 21. Executive Committee.** The Company will establish the Executive Committee (the "Executive Committee") as its daily operational management organization. The Chief Executive Officer leads the Executive Committee and represents the Executive Committee to report to the Board of Directors.

The Executive Committee shall have the powers that are not expressly reserved to the Shareholders' Meeting, the Board and the Chairman, but the exercise of such powers shall be (i) within the budget approved by the Shareholders' Meeting; and (ii) within the scope of authorization of the Shareholders' Meeting and/or the Board.

**Art. 22. Confidentiality.** Even after cessation of their mandate or function, any member of the Board of Directors, the Management Advisory Committee and the Executive Committee, as well as any person who is invited to attend a meeting of the Board of Directors, the Management Advisory Committee and the Executive Committee shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgation is required (i) by a legal or regulatory provision applicable to sociétés anonymes or (ii) for the public benefit.

**Art. 23. Auditors.** Except where according to the laws the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or independent auditors will be elected from the most well-known four international accounting firms by the Shareholders' Meeting, which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-election. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholders' Meeting.

## Chapter V. Financial year, Financial statements, Allocation of profits

**Art. 24. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of the same year.

**Art. 25. Adoption of Financial Statements.** The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice for statutory accounts and with International Financial Reporting Standards ("IFRS") for consolidated accounts. The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the Shareholders' Meeting for approval.

**Art. 26. Allocation of Profits.** From the annual net profits of the Company at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the Shareholders' Meeting shall allocate the annual dividends to its Shareholders in accordance with the following formula:

Annual dividends= [funds available for distribution - (capital expenditure of next year+ operation fund of next year)] x 50%

The capital expenditure of next year and the required operational fund is subject to the review and approval of the Shareholders' Meeting in accordance with the annual budget plan. If the annual dividends calculated based on the above formula are positive, the Company should distribute the profits to the Shareholders every year except for the circumstance that the Shareholders' Meeting does not approve the distribution of the profits.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 27. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders' Meeting adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board of Directors or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholders' Meeting, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

## Chapter VII. Applicable law

**Art. 28. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid amendment of Articles of Association are estimated at one thousand euro (EUR 1,000.-).

### *Statement*

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date referred to at the beginning of this deed.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le trente et unième jour du mois d'octobre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

### **A COMPARU**

Easunlux S.A., une société anonyme constituée et existant conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-6468 Echternach, Zone industrielle, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176 116 Actionnaire Unique)),

dûment représentée ici par Monsieur Manfred MÜLLER, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Une telle procuration ayant été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins de publication auprès des autorités administratives.

La partie comparante, dûment représentée comme indiqué ci-dessus, a requis du notaire soussigné d'acter le suivant:

I.- La partie comparante est l'Actionnaire Unique d'IEE International Electronics & Engineering S.A., une société anonyme constituée et existant conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social à Zone industrielle, L-6468 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134858, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 décembre 2007, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), en date du 30 janvier 2008, numéro 242, page 11571, (la «Société»).

Les statuts de constitution de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire, Maître Edouard DELOSCH, notaire alors de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 2 mai 2011, publié au Mémorial C, en date du 1<sup>er</sup> août 2011, numéro 1743, page 83661.

II.- Les quatre cent cinq mille neuf cent dix-neuf (405.919) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent un euros (EUR 101,-) chacune, représentant l'entière du capital social de la Société, sont ainsi représentés de sorte que l'Actionnaire Unique peut valablement délibérer et prendre décisions.

L'Actionnaire Unique, après avoir tenu compte du l'intérêt social de la Société, a adopté les résolutions suivantes:

### *Résolution unique*

L'Actionnaire Unique a décidé de modifier l'objet social de la Société et de refondre les statuts de la Société qui doivent dorénavant avoir la teneur suivante:

### **«Chapitre I<sup>er</sup> . Forme, Dénomination, Siège social, Objet et Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme et Dénomination.** Il est formé une société anonyme (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société existera sous la dénomination «IEE INTERNATIONAL ELECTRONICS & ENGINEERING S.A.», en abrégé «IEE S.A.».

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social est établi à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout endroit dans Echternach par décision du Conseil d'Administration. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au grand-Duché du Luxembourg soit à l'étranger par une décision du Conseil d'administration.

Si le Conseil d'Administration estime que les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettant l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

**Art. 3. Objet Social.** La Société a pour objet de produire des produits électroniques et produits dérivés en relation avec le système de sécurité active et passive des automobiles, y compris mais pas limité au: système de reconnaissance d'identité du passager (ODS), système de classification de passagers (OCS), rappel de ceinture de sécurité (SBR), détection de position du passager (PPD), moniteur siège d'enfant, produits sensibles d'automobile, système de sécurité de reconnaissance de piétons (Protecto) et les produits électroniques consommables en relation avec des systèmes de détection des chaussures sportives et des systèmes de caméra 3D.

Elle peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social. La Société peut employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle, et tous les autres biens mobiliers ou immobiliers de toutes natures.

La Société a également pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute sociétés et entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères de même que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière et/ou technique aux sociétés qui font partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient, y compris notamment des prêts, des garanties, des sûretés, sous quelques formes que ce soit.

La Société peut contracter des emprunts sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligation ou autres instruments de dette similaire.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'assemblée générale des actionnaires (l'«Assemblée Générale»), délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Lois ou par les Statuts, le cas échéant, pour toute modification des présents Statuts et conformément à l'Article 27 des Statuts.

## Chapitre II. Capital social

**Art. 5. Capital Social.** Le capital émis de la Société est fixé à quarante millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent dix-neuf euros (EUR 40.997.819,-) représenté par quatre cent cinq mille neuf cent dix-neuf (405.919) actions d'une valeur nominale de cent un euro (EUR 101,-) chacune Action», toutes entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux Actions sont identiques sauf pour les dispositions contraires dans les Statuts ou les Lois.

En plus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les Actions en plus de valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat d'Actions par la Société auprès de ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires, pour affecter les fonds à la réserve légale.

**Art. 6. Forme des Actions.** Les Actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, à l'exception des cas où les Lois exigent des actions nominatives.

Les Actions sont cessibles conformément aux présents Statuts et les Lois.

Pour ce qui est des Actions au porteur, la Société peut émettre aux actionnaires concernés des certificats d'action au porteur dans la forme et avec les mentions prévues par les Lois. La Société peut émettre des certificats d'actions au porteur multiples.

Les cessions d'Actions au porteur seront opérées par seule remise des certificats d'actions au porteur.

Pour ce qui est des Actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leurs dates. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires pourront être délivrés aux actionnaires suite à leur demande. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée, signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances prévues à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'Assemblée Générale.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée aux conditions de quorum et de majorité telles que prévues par les présent Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles Actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra être inférieur à trente (30) jours.

Par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'Assemblée Générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité telles que prévues par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription.

**Art. 8. Rachat d'actions.** La Société peut racheter ses propres Actions. L'acquisition et la détention de ses propres Actions se fera conformément aux conditions et dans les limites fixées par les Lois.

### Chapitre III. L'assemblée générale

**Art. 9. Pouvoirs et composition de l'Assemblée Générale.** L'Assemblée Générale est un organe suprême de la Société. Easunlux S.A., l'actionnaire unique de la Société désignera (aussi longtemps que la Société comptera un actionnaire unique) cinq (5) représentants (les «Représentants des Actionnaires») afin d'accomplir et exécuter les devoirs de l'Assemblée Générale, à condition que:

(1) Eashine International Co., Limited («Eashine») soit en droit de proposer une liste de candidats parmi lesquels trois (3) Représentants des Actionnaires seront désignés;

(2) Ascend Capital Management Limited («Ascend») soit en droit de proposer une liste de candidats parmi lesquels un (1) Représentant des Actionnaires sera désigné; et

(3) SAIC Lux S.à r.l. («SAIC») soit en droit de proposer une liste de candidats parmi lesquels un (1) Représentant des Actionnaires sera désigné.

**Art. 10. Réunions de l'Assemblée Générale.** L'Assemblée Générale se réunit en Assemblée Générale ordinaire (y inclus l'Assemblée Générale annuelle) et en Assemblée Générale extraordinaire. L'Assemblée Générale ordinaire sera tenue au moins deux fois par an, pendant premier et troisième trimestre respectivement. L'Assemblée Générale annuelle sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg indiqué dans la convocation le deuxième mardi du mois de juin chaque année à 11 heures, sauf si des circonstances de force majeure requièrent que l'Assemblée Générale annuelle se tienne à l'étranger, tel qu'il sera spécifié dans la convocation. L'Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée quand il sera nécessaire. Aussi longtemps que la Société comptera un actionnaire unique, celui-ci exercera les pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Le Président (tel que défini à l'article 13 ci-dessous) pourra nommer un secrétaire qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale se réunira sur convocation du Président à Luxembourg ou tout autre endroit choisi par le Président et indiqué dans la convocation. Chaque Représentant des Actionnaires pourra requérir l'ajout de tout élément à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale en temps utile. Le Président présidera toute l'Assemblée Générale. En cas d'absence du Président, un président ad hoc, élu parmi les Administrateurs par la majorité des Représentants des Actionnaires, présidera l'Assemblée Générale pertinente.

Une convocation écrite de toute Assemblée Générale sera transmise à tous les Représentants des Actionnaires, huit (8) jours ouvrables au moins avant la date prévue pour une telle réunion, à l'exception des circonstances d'urgence auquel cas une convocation avec la précision de la nature de telles circonstances sera transmise au moins un (1) jour ouvrable. Il pourra être renoncé à cette convocation avec l'accord écrit transmis par fax ou télégramme ou e-mail par chaque Représentant des Actionnaires. Une convocation distincte ne sera pas requise pour les réunions auxquelles tous les Représentants des Actionnaires sont présents ou représentés ainsi que pour les réunions particulières tenues à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Chaque Représentant des Actionnaires pourra prendre part à toute Assemblée Générale par écrit ou par fax, câble, télégramme, télex, en mandatant un autre Représentant des Actionnaires par procuration or par tout autre moyen de communication similaire permettant à tous les Représentants des Actionnaires y participant de communiquer simultanément l'un avec l'autre.

L'Assemblée Générale ne pourra délibérer et agir valablement que si tous les Représentants des Actionnaires sont présents ou représentés à la réunion.

L'Assemblée Générale pourra en toutes circonstances prendre les résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, congnées dans un ou plusieurs écrits séparés. L'ensemble constituera le procès-verbal faisant foi de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toute réunion de l'Assemblée Générale seront signés par le Président ou dans son absence par le président pro tempore qui a présidé à cette réunion ou par les Représentants des Actionnaires qui représentent au moins deux des parties quelconques d'Eashine, Ascend ou SAIC.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'Assemblée Générale destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président, par le secrétaire ou par les Représentants des Actionnaires qui représentent au moins deux des parties quelconques d'Eashine, Ascend et SAIC.

**Art. 11. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** L'Assemblée Générale aura les compétences suivantes:

(1) d'adopter les résolutions sur les lignes directrices et le plan d'investissement à long terme de toutes les Sociétés du Groupe IEE (Sociétés du Groupe IEE signifie la Société et toute société qui est directement ou indirectement contrôlée par la Société);

(2) d'élire, de remplacer les Administrateurs, de réduire et d'augmenter le nombre de Administrateurs, de décider de leur rémunération;

(3) de modifier les Statuts de la Société et de faire modifier de manière significative les Statuts de toutes les Sociétés du Groupe IEE;

(4) de délibérer et d'approuver le rapport du Conseil d'Administration de la Société;

(5) de déterminer établissement et composition du Comité Consultatif de Gestion et du Comité Exécutif; et de déterminer engagement et licenciement des membres du Comité Exécutif et de leurs rémunération;

(6) de délibérer et approuver le budget annuel, plan d'affaires quinquennal (5), comptes sociaux et/ou consolidés annuels et plan de distribution des bénéfices de la Société et ses filiales;

(7) de décider d'augmenter ou de réduire le capital social, l'émission d'obligations ou d'autres sécurités ou plan de cotation en bourse de la Société et ses filiales;

(8) d'adopter la résolution sur la fusion, scission, dissolution, liquidation et le changement de la forme de la Société et ses filiales;

(9) d'adopter la résolution sur l'émission de stock options pour les employés de la Société;

(10) d'approuver l'acquisition ou la vente des avoirs tangibles ou intangibles significatifs incluant l'acquisition ou l'octroi de licences significatives aux activités de la Société et ses filiales;

(11) d'approuver le plan de recherche et de développement pour les produits nouveaux majeurs;

(12) d'approuver tout changement dans la pratique comptable dans la Société et ses filiales;

(13) de souscrire tout endettement en dehors du cours normal des affaires ou en dehors du budget de la Société et ses filiales;

(14) d'approuver le plan quinquennal (5) d'affaires;

(15) d'approuver usage et disposition de tout capital, actifs, emprunts des prêts qui ne sont pas couverts par le plan d'affaires et le budget, ou d'autoriser le Conseil d'Administration ou organisation de gestion de la Société d'utiliser ou de disposer le capital et les actifs ainsi que d'emprunter les prêts qui ne sont pas couverts par le plan d'affaires et le budget sous la direction de l'Assemblée Générale;

(16) de décider de tout transfert de toutes les Actions ou sécurités donnant accès au capital social de la Société et ses filiales, ou de tout transfert ou vente d'une partie quelconque des affaires de la Société et ses filiales à l'exception des cas où une telle transaction ne concerne que la restructuration interne au sein des Sociétés du Groupe IEE;

(17) de décider de la conclusion, modification et résiliation de tout accord d'entreprise de temps à autre;

(18) d'approuver les contrats conclus entre la Société et Eashine, Ascend ou SAIC ou leurs affiliés, ainsi que l'amendement, extension ou achèvement de tels contrats;

(19) de fournir les prêts à tout individu, société, entreprise, organisation économique ou autre entité y inclus Eashine, Ascend ou SAIC ou leurs affiliés; ou emprunter les fonds de tels entités ou individus;

(20) d'approuver l'allocation des fonds de réserve, la récompense des employés, fonds de prévoyance et fonds de développement et un plan de dépenses annuelles;

(21) d'approuver l'ouverture ou la fermeture de toute succursale ou autre filiale des Sociétés du Groupe IEE;

(22) de déterminer l'engagement du chef de la direction financière, directeur des ressources humaines, directeur juridique et leur rémunération dans le second niveau de gestion de la Société, et le licenciement de tous les membres du second niveau de gestion de la Société;

(23) de déterminer le licenciement économique impliquant plus de dix (10) employés;

(24) de décider de tout changement de la marche des affaires des Sociétés du Groupe IEE,

(25) de changer les commissaires de la Société;

(26) de se prononcer sur tous les sujets soumis par le Président et les Administrateurs à l'examen de l'Assemblée Générale conformément à l'Article 13 ci-dessous; et

(27) d'autres pouvoirs dont l'Assemblée Générale dispose en vertu des Lois ou des présents Statuts.

**Art. 12. Vote.** Quand l'Assemblée Générale exerce les pouvoirs en vertu de l'Article 11 et doit voter sur les questions connexes, les points (1) au point (23) sous l'Article 11 feront l'objet de l'approbation affirmative de tous les Représentants des Actionnaires présents ou représentés; les points (24) au point (26) feront l'objet de l'approbation affirmative de plus que 2/3 (non inclus) des Représentants des Actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale spécifiera les règles de vote en cas d'exercice de ses pouvoirs concernant le point (27).

Si la Société conclut quelque transaction avec Eashine, Ascend ou SAIC ou une de leurs filiales, la partie concernée ne participera pas au vote approuvant la transaction en question et la Société procèdera avec la transaction seulement lorsque les parties non affiliées ont consentis à la transaction.

#### Chapitre IV. Le conseil d'administration

**Art. 13. Composition du Conseil d'Administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration» ou «Conseil»), composé de sept (7) Administrateurs (les «Administrateurs»), à condition que:

(1) Eashine soit en droit de proposer une liste de candidats parmi lesquels trois (3) Administrateurs seront désignés, et parmi lesquels un président du Conseil d'Administration (le «Président») sera désigné;

(2) Ascend soit en droit de proposer une liste de candidats parmi lesquels un (1) Administrateur sera désigné; et

(3) SAIC soit en droit de proposer une liste de candidats parmi lesquels un (1) Administrateur sera désigné.

La durée du mandat d'Administrateur n'excèdera pas six (6) ans. Ils sont éligibles pour la réélection.

Si un poste au Conseil est vacant par la démission, incapacité ou décès d'un Administrateur, l'Actionnaire qui a initialement proposé un tel Administrateur pour nomination devra proposer un successeur pour nomination tel que décrit ci-dessus, et les Actionnaires feront en sorte que ce successeur soit élu ou nommé en tant qu'Administrateur.

#### Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

14.1 Le Conseil d'Administration est responsable de la gestion des affaires de la Société et aura notamment les compétences suivantes:

(1) de convoquer l'Assemblée Générale et de soumettre le rapport de gestion;

(2) d'exécuter les résolutions de l'Assemblée Générale;

(3) d'examiner le budget annuel et plan d'affaires quinquennal (5) des Sociétés du Groupe IEE;

(4) d'approuver les prêts obtenus auprès des banques et d'autres institutions par la Société ou ses filiales dans les limites du budget; ainsi que le plan des prêts à long et court terme dans les limites du budget de la Société ou de sa filiale concernée;

(5) d'approuver tout engagement à l'égard de la garantie, autorisation ou compensation faite par la Société ou ses filiales pour toute dette; ou délivrer toute autorisation ou instruments d'entrer dans un tel engagement de garantie, d'autorisation ou de compensation;

(6) d'engager ou terminer les procédures judiciaires telles que contentieux ou arbitrage à l'égard de toute tierce partie;

(7) de déterminer la création des organisations de gestion interne importantes de la Société à l'exception des celles à créer par l'Assemblée Générale;

(8) de déterminer l'engagement des membres du second niveau de gestion de la Société à l'exception du Directeur Financier, Directeur des Ressources Humaines, et Directeur Juridique;

(9) de décider sur les sujets des investissements et de la disposition des actifs en dehors du budget dans la limite de l'autorisation de l'Assemblée Générale en vertu de l'article 11(6);

(10) la conclusion, modification et résiliation de tout accord d'achat matériel significatif et du l'accord d'externalisation de temps en temps; et

(11) d'exercer les autres pouvoirs stipulés dans les Statuts.

Les résolutions du Conseil sur les points susmentionnés seront valablement prises à la majorité simple des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion du Conseil d'Administration, tenue en conformité avec les règles de quorum et de majorité fixées par les Lois ou les Statuts. Au cas où un Administrateur aura des opinions différentes sur les décisions à adopter sur les points (5) et (6) ci-dessus, cet Administrateur pourra les soumettre à un deuxième examen devant l'Assemblée Générale conformément à l'Article 11(26).

#### 14.2 Pouvoirs du Président

Si le Président a une opinion différente sur les sujets approuvés par le Conseil, il pourra les soumettre à un deuxième examen à l'Assemblée Générale conformément à l'Article 11(26) et avoir droit de veto sur les sujets spécifiques suivant la résolution de l'Assemblée Générale.

Le Président a le pouvoir d'approuver le plan d'affaires dans la limite du budget et utiliser et disposer du capital et des actifs d'un certain montant en dehors du plan d'affaires en conformité avec l'autorisation de l'Assemblée Générale ou du Conseil.

#### 14.3 Délégation de Pouvoirs et Représentation de la Société



Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

Le Conseil d'Administration peut également déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Le Conseil d'Administration peut déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) membres du Conseil d'Administration.

Toutefois, si les actionnaires ont qualifié les Administrateurs d'Administrateurs de Catégorie A ou d'Administrateurs de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un (1) Administrateur de Catégorie A et d'un (1) Administrateur de Catégorie B. La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 15. Réunions du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration pourra nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil d'Administration et qui sera responsable pour la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

Le Président convoquera et présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration pourra nommer un autre membre du Conseil en tant que président pro tempore par un vote à la majorité des Administrateurs présents à cette réunion.

Sauf en cas d'urgences ou avec l'accord préalable de tous ceux qui sont autorisés d'y participer, une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration devra être transmise, trois (3) jours au moins avant la date prévue pour la réunion, par tout moyen permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil d'Administration, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunit en réunions ordinaires et en réunions intérimaires. Les réunions ordinaires du Conseil d'Administration doivent être convoquées chaque trimestre. Les réunions intérimaires du Conseil d'Administration seront convoquées si le Président les considère nécessaires.

Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire. Tout membre du Conseil d'Administration pourra représenter un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou tout autre endroit que le Conseil d'Administration choisira de temps à autre. Un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Le Conseil d'Administration pourra établir d'autres règles spécifiques en relation avec les indications susmentionnées dans ses relations internes.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des membres du Conseil d'Administration est présente ou représentée.

Une décision écrite, signée par tous les membres du Conseil d'administration, est régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

**Art. 16. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.** Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président et par le secrétaire (s'il y en a). Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits des procès-verbaux du Conseil d'Administration ou des décisions écrites de tous les Administrateurs, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par deux membres du Conseil d'Administration.

**Art. 17. Rémunération et Dépenses.** Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, les membres du Conseil d'Administration peuvent recevoir une rémunération pour la gestion de la Société et sont, en plus, remboursés de leurs dépenses engagées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social.

**Art. 18. Conflit d'intérêt.** Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un membre du Conseil d'Administration ou tout fondé de pouvoirs de la Société a un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en est actionnaire, membre, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou

entrera autrement en relation d'affaires, ne devra pas être automatiquement, en raison de cette affiliation avec cette société ou entreprise, empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Si un membre du Conseil d'Administration de la Société a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, celui-ci devra en aviser le Conseil d'Administration et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine Assemblée Générale dans le rapport spécial préalablement é tout vote ou toute autre décision.

Les paragraphes précités de cet Article ne s'appliquent pas si (i) la transaction en question est conclue aux conditions de marché et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations ordinaires de la Société.

**Art. 19. Responsabilité des Administrateurs - Indemnisation.** Les membres du conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leur fonction, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les membres du Conseil d'Administration sont responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout membre du Conseil d'Administration, fondé de pouvoirs ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'il a à payer et tous frais raisonnables qu'il a encourus par suite de sa comparution en tant que défendeur dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui lui auront été intentés de par ses fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoirs ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle il n'a pas droit à indemnisation, exception faite à des cas où sa responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

**Art. 20. Comité Consultatif de Gestion.** La Société devrait créer un Comité Consultatif de Gestion (le «Comité Consultatif de Gestion») afin de fournir les avis professionnels au Conseil d'Administration pour prendre ses décisions. Le Comité Consultatif de Gestion est composé de deux (2) à cinq (5) experts ayant une influence relativement significative dans les domaines de la technologie, de marketing, financier et juridique. Ces experts rempliront leur mission sur base des mandats octroyés par le Conseil d'Administration et à temps partiel.

Les dépenses relatives aux activités des membres du Comité Consultatif de Gestion seront prises en charge par la Société.

Un membre du Comité Consultatif de Gestion pourra donner des avis professionnels au Conseil d'Administration en tant que recommandation pour prendre les décisions.

**Art. 21. Comité Exécutif.** La Société créera un Comité Exécutif (le «Comité Exécutif») agissant en tant que son organe opérationnel de gestion quotidienne. Le Directeur général dirige le Comité Exécutif et représente le Comité Exécutif devant le Conseil d'Administration en faisant ses rapports.

Le Comité Exécutif aura les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale, au Conseil et au Président, mais l'exercice de tels pouvoirs restera (i) dans la limite du budget approuvée par l'Assemblée Générale; et (ii) dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée Générale et/ou du Conseil.

**Art. 22. Confidentialité.** Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du Conseil d'Administration, du Comité Consultatif de Gestion et du Comité Exécutif de même que toute personne invitée à participer à une réunion du Conseil d'Administration, du Comité Consultatif de Gestion et du Comité Exécutif ne devra pas dévoiler des informations sur la Société dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour la Société, à moins que cette révélation ne soit exigée par (i) une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou (ii) pour l'intérêt du public.

**Art. 23. Commissaires aux comptes.** Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent, et devront dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Le(s) commissaire(s) aux comptes ou réviseur(s) d'entreprises seront nommés parmi les quatre cabinets comptables internationaux les plus connus par l'Assemblée Générale, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six (6) ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

## Chapitre V. Année sociale, Comptes sociaux, Répartition des Bénéfices

L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de la même année.

**Art. 25. Approbation des Comptes.** Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels et/ou les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et aux pratiques comptables luxembourgeoises et aux normes internationales d'information financière (IFRS) pour les comptes consolidés. Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont présentés à l'Assemblée Générale pour approbation.

**Art. 26. Répartition des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'une réserve légale (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Après les affectations à la Réserve Légale, l'Assemblée Générale procédera à la distribution des dividendes annuels à ses Actionnaires selon la formule suivante:

Dividendes Annuels = [fonds distribuables - (dépenses capitales de l'année prochaine + fonds d'opération de l'année prochaine)] x 50%

Les dépenses capitales de l'année prochaine et le fonds d'opération requis feront l'objet de l'approbation par l'Assemblée Générale en conformité avec le budget. Si les dividendes annuels calculés sur base de la formule indiquée ci-dessus sont positifs, la Société devrait distribuer les bénéfices aux Actionnaires chaque année sauf en cas de circonstances où l'Assemblée Générale n'a pas approuvé la distribution de dividendes.

### Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 27. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une résolution de l'Assemblée Générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité fixées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des présents Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le Conseil d'Administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommés par l'Assemblée Générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) actionnaire(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

### Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 28. Loi applicable.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante ci-dessus, dûment représentée, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, le texte anglais prévaut.

DONT ACTE, le présent acte est dressé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. MÜLLER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 novembre 2013. LAC/2013/50096. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159379/826.

(130195907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

### **PremTech, Société Anonyme.**

Siège social: L-5860 Hesperange, 31, rue Camille Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 181.550.

### STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of October.

Before Maître Martine Decker, notary residing in Hesperange,

There appeared:

- 1) M. Prem KIRAN, bank employee, residing at L-5860 Hesperange, 31, rue Camille Mersch,
- 2) M. Marcus EASTWOOD, bank employee, residing at L-5433 Niederdonven, 22, rue Puert,
- 3) M. Joé LORDONG, employee, residing at L-8379 Kleinbettigen, 7a, rue de la Montagne,
- 4) M. Thomas KEIPES, student, residing at L-8361 Goetzingen, 7, rue du Bois,
- 5) Ms. Camille GEORGES, student, residing at L-3562 Dudelange, 14, rue Schiller,
- 6) M. Jaimie BOULIANNE, student, residing at L-5860 Hesperange, 31, rue Camille Mersch,

Such appearing people have requested the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a public limited liability company (société anonyme) on the basis of the Articles of Incorporation on which they have agreed as follows:

### **Name, Registered office, Object, Duration, Share capital**

**Art. 1.** There is hereby established a Company in the form of a public limited liability company (société anonyme) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles of Incorporation under the name of “PremTech”.

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors of the Company, or as the case may be, the single director.

The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company or as the case may be, the single director.

Where the board of directors of the Company or the single director determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the director(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Object.**

3.1. The company’s purpose is the study and realization of Information Technology (IT) projects for companies and public administrations, as well as research, commercialization, distribution, sale, and consulting in management, IT services, IT infrastructure, IT security, IT technology, software, and hardware. The company may also execute all commercial activities including import and export, financial operations, as well as all transfers of real or personal property.

3.2. The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

#### **Art. 5. Share capital.**

5.1. The corporate capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000), divided into one hundred thousand (100,000) shares in registered form with a par value of thirty-one cents (EUR 0.31) each.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendments of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.2. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.3. Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders' register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

6.4. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.5. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

### **Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of directors.**

7.1. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible. However, to the extent the Company has only one shareholder, the sole shareholder, after having acknowledged in a general meeting that the Company has a single shareholder, may decide that the Company shall be managed by a single director, until the first general meeting following the introduction of at least one more shareholder.

7.2. The directors shall be elected by the shareholders of the Company at the general meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors (subject to article 7.1 above), their remuneration and the term of their office. In the event a director is elected without any indication on the terms of his mandate, he shall be deemed to be elected for six years from the date of his election. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

7.3. If a legal entity is appointed as director of the Company, this entity must designate a permanent representative who shall represent such legal entity in its duties as a director of the Company. Should the permanent representative be unable to perform his duties for whatever reason (including without limitation, removal, resignation, dismissal, death), the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

7.4. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders of the Company which shall proceed to the definitive appointment.

#### **Art. 8. Powers of the board of directors.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the single director or, as the case may be, the board of directors, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the single director or, as the case may be, by the board of directors.

8.3. The single director or, as the case may be, the board of directors of the Company is authorised to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more directors, officers, or other agents who may but are not required to be shareholders, acting individually or jointly. If one or several directors of the Company has/have been empowered to represent the Company with respect to the day-to-day management of the Company, the board of directors must report to the annual general meeting any salary, remuneration and/or other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of directors of the Company must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

9.2. The board of directors of the Company shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

9.3. Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

9.4. No such written notice is required if all members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, of each member of the board of directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

9.5. Any director may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing, in writing whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another director as his proxy. A director may also appoint another director as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.6. The board of directors can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of directors are validly taken by a majority of the votes cast. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. The resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by all the directors present or represented at the meeting or by the secretary (if any).

9.7. Any director may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting and a meeting held by way of such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

9.8. Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

9.9. In the event that any director of the Company may have any conflicting interest in any decision to be made by the board of directors, such director shall make known to the board of directors of the Company such conflicting interest and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The relevant director shall not consider or vote upon any such matter, and such matter, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company. If the Company has only one shareholder, a statement of the conflicting interest must be recorded in minutes. In case the Company is managed by a single director, such director shall only mention his conflicting interest to the shareholder.

9.10. The provisions of article 9.9 of these Articles do not apply when the decisions of the single director or of the board of directors relate to the day-to-day operations of the Company and are at arm's length terms.

9.11. No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have an interest in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

#### **Art. 10. Representation.**

10.1. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors, the signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated is being compulsory in any case, or by the individual signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management.

10.2 In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the single director.

10.3. The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.2 and 8.3. of these Articles and within the limits of such power.

#### **Art. 11. Liability of the directors.**

11.1. The directors assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2. To the extent permissible under Luxembourg law, the directors and other officers of the Company (including, for the avoidance of any doubt, the permanent representative of any legal entity appointed as director of the Company) as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 8.2 and 8.3. of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been directors, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

11.3. To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a director shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other directors, or for any loss or damage

caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or wilful default.

### **General meetings of shareholders**

#### **Art. 12. Powers and Voting rights.**

12.1. The general meeting of shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company within the limits of the Law.

12.2. Without prejudice to article 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes.

#### **Art. 13. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.**

13.1. The notice periods and proceedings as well as the discussion proceedings provided by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

13.2. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.3. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.4. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.5. Each shareholder may also participate in any meeting of the shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

13.6. Each shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the shareholders to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company will only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

13.7. Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be adopted by a simple majority of those present or represented and voting, regardless of the proportion of the share capital represented at such meeting.

13.8. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast.

13.9. The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

### **Annual accounts - Allocation of profits supervision**

#### **Art. 14. Accounting Year and Annual general meeting.**

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single director or, as the case may be, the board of directors must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, directors, and auditor(s) of the Company.

14.3. The single director or, as the case may be, the board of directors of the Company shall, one month before the annual general meeting of shareholders, deliver documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditor(s) of the Company who must prepare a report setting forth his/their proposals.

14.4. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, on the third Monday of June of each year at 10.00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.5. The annual general meeting of the shareholders of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the single director or the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

#### **Art. 15. Statutory auditor.**

15.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible.

15.2. The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

#### **Art. 16. Allocation of profits.**

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2. The general meeting of shareholders of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

16.3. Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the single director, or as the case may be, the board of directors, in accordance with the decision of the general meeting of shareholders. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the single director or the board of directors of the Company.

16.4. The single director, or as the case may be, the board of directors of the Company may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

### **Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 17.**

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

### **General provision**

**Art. 18.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on the 31<sup>st</sup> of December 2014.

The first Annual General Meeting will be held in the year 2015.

#### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation having thus been established, the above named parties have subscribed the shares as follows:

1.- KIRAN Prem, five thousand shares . . . . .	5.000
2.- EASTWOOD Marcus, twenty thousand shares . . . . .	20.000
3.- LORDONG Joé, five thousand shares . . . . .	5.000
4.- KEIPES Thomas, sixty thousand shares . . . . .	60.000
5.- GEORGES Camille, five thousand shares . . . . .	5.000
6.- BOULIANNE Jaimie, five thousand shares . . . . .	5.000
Total: one hundred thousand shares . . . . .	<u>100.000</u>



The said capital has been paid in to concurrence of twenty-five (25) percent by contribution in cash, so that the amount of seven thousand seven hundred fifty Euro (EUR 7,750.-), is at the disposal of the Company, wherever proof has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

#### *Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR1,350.-.

#### *Extraordinary meeting of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital, considering themselves as duly convoked to the the extraordinary general meeting, and after deliberation, have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed directors of the Company for a term expiring at the end of the annual general meeting of 2019:

- a) M. Thomas KEIPES, prenamed, born in Luxembourg, on the 10<sup>th</sup> April 1991,
- b) M. Prem KIRAN, prenamed, born in New Delhi, on the 23<sup>rd</sup> June 1961,
- c) M. Joé LORDONG, prenamed, born in Luxembourg, on the 6 December 1989, residing at L-8379 Kleinbettigen, 7a, rue de la Montagne.

2. Is appointed 'administrateur-délégué' to whom the daily management of the Company is delegated, M. Thomas KEIPES, prenamed.

3. Is appointed as auditor of the Company for a term which will expire at the end of the annual general meeting of the shareholders of 2015, EASTWOOD Marcus, prenamed, born in Stafford (Great-Britain), on 12 August 1965,

4. The address of the registered office of the Company is fixed at 31, rue Camille Mersch, L-5860 Hesperange, (GD of Luxembourg).

Whereover the present deed has been drawn up by the undersigned notary, in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above named person the present deed is worded in French followed by a English version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by name, civil status and residence, the said appearing persons signed the present original deed together with Us, Notary.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mil treize, le vingt-cinq octobre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Prem KIRAN, employé de banque, demeurant à L-5860 Hesperange, 31, rue Camille Mersch,
- 2) Monsieur Marcus EASTWOOD, employé de banque, demeurant à L-5433 Niederdonven, 22, rue Puert,
- 3) Monsieur Joe LORDONG, salarié, demeurant à L-8379 Kleinbettigen, 7a, rue de la Montagne,
- 4) Monsieur Thomas KEIPES, étudiant, demeurant à L-8361 Goetzingen, 7, rue du Bois,
- 5) Madame Camille GEORGES, étudiante, demeurant à L-3562 Dudelange, 14, rue Schiller,
- 6) Monsieur Jaimie BOULIANNE, étudiant, demeurant à L-5860 Hesperange, 31, rue Camille Mersch,

Lesquels comparants, ont requis le notaire soussigné de documenter ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer:

#### **Dénomination, Siège, Objet, Durée, Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts, sous la dénomination «PremTech».

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré à l'intérieur de la commune par décision du conseil d'administration de la Société ou le cas échéant de l'administrateur unique.

Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché du Luxembourg par décision des actionnaires adoptée selon les modalités requises pour la modification des statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration de la Société ou le cas échéant de l'administrateur unique.

Lorsque le conseil d'administration de la Société ou l'administrateur unique estime que des développements ou des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, ainsi que déterminés en toute discrétion par le (les) administrateur(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La société a pour objet l'étude et la réalisation de projets informatiques, au profit d'entreprises et d'administrations publiques, ainsi que la recherche, la commercialisation, la distribution, la vente et la consultance en matière de gestion, de services informatiques, d'infrastructures informatiques, de sécurité informatique, de technologie informatique, software et hardware. La société pourra en outre accomplir toutes activités commerciales, incluant les activités d'importation et d'exportation, les activités financières, ainsi que tous transferts de propriété réelle ou personnelle.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de notes, d'obligations et de débentures ainsi que toute sorte de dette et / ou de titres de participation. La Société pourra prêter des fonds, sans limitation et faire des emprunts et / ou d'émissions de titres de créance ou de participation à ses filiales, aux sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personne. La Société peut également consentir à des garanties et nantir, céder, grever ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur tous ou une partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou les obligations et les engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, pour chaque cas, dans la mesure où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de fluctuations monétaires, de fluctuations de taux d'intérêt et tous autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations et transactions qui favorisent ou se rapportent directement ou indirectement à son objet.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par décision des actionnaires de la Société adoptés selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

### **Art. 5. Capital social.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par cent mille (100.000) actions sous forme nominative d'une valeur nominale de trente et un cents (EUR 0,31) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la société adoptée comme requis en matière de modification des statuts.

### **Art. 6. Actions.**

6.1. Les actions sont et resteront nominatives.

6.2. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et il peut être consulté par chaque actionnaire qui le demande.

6.3. Les actions seront transférées par une déclaration écrite déclarant un transfert inscrit dans le registre des actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation. La Société peut aussi accepter d'autres instruments de transfert qu'elle jugera satisfaisants comme preuve de transfert.

6.4. Chaque action donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre d'actions existantes.

6.5. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

6.6. La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

## Administration - Représentation

### Art. 7. Conseil d'administration.

7.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Ils seront élus pour une durée ne pouvant excéder six ans et seront rééligibles. Néanmoins, dans l'hypothèse où la société a seulement un seul actionnaire, après constatation faite en assemblée que la société, l'actionnaire unique peut décider que le conseil d'administration comprendra qu'un seul administrateur, jusqu'à la prochaine assemblée constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

7.2. Les administrateurs seront élus par les actionnaires en assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs (sous réserve de l'article 7.1 ci-dessus), leur rémunération et la durée de leur mandat. Au cas où un administrateur est nommé sans indication de la durée de son mandat, il sera considéré comme étant nommé pour une période de six ans à compter de la date de son élection. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

7.3. Si une entité juridique est nommée administrateur de la Société, cette entité doit désigner un représentant permanent qui la représentera dans ses fonctions d'administrateur de la Société. Si le représentant permanent est incapable d'assumer ses fonctions quelle qu'en soit la raison (sous-entendant aussi sans limitation, révocation, démission et mort), l'entité juridique doit immédiatement nommer un autre représentant permanent.

7.4. En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au poste vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui procédera à la nomination définitive.

### Art. 8. Pouvoirs du conseil d'administration.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés aux actionnaires par la Loi ou par les présents statuts sont de la compétence de l'administrateur unique ou, le cas échéant, du conseil d'administration de la Société qui aura tous pouvoirs pour accomplir tous les actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, actionnaires ou non, par l'administrateur unique ou, le cas échéant, le conseil d'administration.

8.3. L'administrateur unique ou, dans le cas échéant, le conseil d'administration de la Société peut déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, aux officiers ou autres agents, qui peuvent, sans être obligatoirement actionnaires, agir individuellement ou conjointement. Si un ou plusieurs administrateurs de la Société a/ont été habilité(s) à représenter la Société dans le cadre de la gestion journalière de la Société, le conseil d'administration devra rapporter à l'assemblée générale annuelle tout salaire, rémunération et/ou autres avantages accordés à cet(ces) administrateur(s) au cours de l'exercice social en question.

### Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil d'administration de la Société doit nommer un président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

9.2. Le conseil d'administration de la Société se réunira sur convocation du président du conseil d'administration de la Société ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation qui sera, en principe, au Luxembourg.

9.3. Il sera donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil d'administration de la Société.

9.4. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir parfaite connaissance de son ordre du jour. Il est possible de renoncer à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du conseil d'administration de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions tenues à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du conseil d'administration de la Société.

9.5. Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut également nommer un autre administrateur comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.6. Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil d'administration ne sont valablement prises qu'à la majorité des voix exprimées. Au cas où, à une réunion, il y a égalité du nombre de voix pour et contre une décision, le vote du président sera prépondérant. Les décisions du conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (le cas échéant).

9.7. Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre, et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion et sera considérée comme participant au siège social de la Société.

9.8. Les décisions circulaires signées par tous les administrateurs seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une décision identique, envoyées en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.9. Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt contraire relativement à une décision que le conseil d'administration doit prendre, cet administrateur doit faire connaître au conseil d'administration de la Société son conflit d'intérêt et faire inscrire cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. L'administrateur concerné ne délibérera pas et ne votera pas sur l'affaire en question, et cette question ainsi que le conflit d'intérêt dudit administrateur seront rapportés à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société. Si la Société a un actionnaire unique, une déclaration du conflit d'intérêt sera inscrite dans le procès-verbal. Au cas où la Société est gérée par un administrateur unique, cet administrateur devra seulement mentionner son conflit d'intérêt à l'actionnaire.

9.10. Les dispositions de l'article 9.9 des présents statuts ne s'appliquent pas quand les décisions de l'administrateur unique ou du conseil d'administration concernent des opérations courantes de la Société et sont conclues dans des conditions normales.

9.11. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou personne ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou officiers de la Société ont un intérêt dans cette transaction, ou par le fait que ce soit un administrateur, associé, officier ou employé de cette autre société ou personne.

#### **Art. 10. Représentation.**

10.1. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle obligatoire de l'administrateur délégué à la gestion journalière, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière.

10.2. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

10.3. La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément aux articles 8.2. et 8.3. des Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

#### **Art. 11. Responsabilité des administrateurs.**

11.1. Les administrateurs ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

11.2. Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les administrateurs et autres officiers de la Société (incluant pour écarter le moindre doute, le représentant permanent de toute entité juridique nommée administrateur de la Société), ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2. et 8.3. des présents Statuts, seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent faire partie en raison de leur statut actuel ou passé d'administrateurs, officiers ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

11.3. Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un administrateur ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres administrateurs, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quel qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de leur mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

### **Assemblées générales des actionnaires**

#### **Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.**

12.1. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à toutes les opérations de la Société dans les limites de la Loi.

12.2. Sans préjudice de l'article 12.4 des présents Statuts, les décisions des actionnaires sont adoptées en assemblées générales.

12.3. Chaque actionnaire a un droit de vote proportionnel à son actionnariat. Chaque action donne droit à un vote.

12.4. L'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des actionnaires. Les décisions de l'unique actionnaire sont consignées par écrit.

### **Art. 13. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.**

13.1. Les délais et formalités de convocation ainsi que les règles de tenue des assemblées générales prévus par la Loi gouverneront la convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société sauf stipulations contraires par les présents Statuts

13.2. Les assemblées des actionnaires de la Société seront tenues aux lieu et heures précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.3. Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.4. Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée des actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme son mandataire (actionnaire ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

13.5. Chaque actionnaire peut également participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une assemblée par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette assemblée.

13.6. Chaque actionnaire peut également voter grâce aux formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote contiennent la date et le lieu de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, le texte des solutions proposées ainsi que pour chaque décision proposée, trois cases permettant aux actionnaires de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter s'agissant de la décision proposée. Les formulaires de vote doivent être envoyés par les actionnaires par courrier, télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique au siège social de la Société. La Société n'acceptera que les formulaires de vote reçus avant la date de l'assemblée précisée dans la convocation. Les formulaires de vote qui ne contiennent ni un vote (en faveur ou contre les décisions proposées) ni une abstention seront nuls.

13.7. Sauf si la Loi ou les présents statuts l'exigent autrement, les décisions à une assemblée des actionnaires de la Société dûment convoqués seront adoptées à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants sans tenir compte de la proportion du capital social représenté à cette assemblée.

13.8. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoqués pour modifier les statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée dans les formes statutaires, par des annonces publiées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le journal officiel du Luxembourg, le Mémorial, et dans deux journaux du Luxembourg. Cette convocation sera à l'image d'un agenda et indiquera la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibèrera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les décisions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

13.9. La nationalité de la Société ne peut être changée et les engagements de ses actionnaires ne peuvent être augmentés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et propriétaires d'obligations.

## **Comptes annuels - Affectation des bénéfices supervision**

### **Art. 14. Exercice Social et Assemblée générale annuelle.**

14.1. L'exercice social de la Société commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, l'administrateur unique ou, dans le cas échéant, le conseil d'administration dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, administrateurs et auditeur(s) de la Société.

14.3. L'administrateur unique ou, dans le cas échéant, le conseil d'administration de la Société devra, un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, fournir les pièces justificatives et un rapport sur les opérations de la Société au(x) contrôleur(s) légal des comptes de la Société qui devra préparer un rapport exposant leurs propositions.

14.4. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le troisième lundi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

14.5. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société peut se tenir à l'étranger, si l'unique administrateur ou le conseil d'administration de la Société considère de manière discrétionnaire que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

### **Art. 15. Commissaire aux comptes.**

15.1. Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le(s) commissaire(s) aux comptes sera(ont) élu(s) pour une durée maximum de six ans et seront rééligibles.

15.2. Le(s) commissaire(s) aux comptes sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

### **Art. 16. Affectation des Bénéfices.**

16.1. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

16.2. L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde du bénéfice net annuel et décidera de payer des dividendes aux moments qu'elle jugera opportuns au regard des objectifs et de la politique de la Société.

16.3. Les dividendes devront être payés aux lieux et temps déterminés par l'administrateur unique ou, le cas échéant, le conseil d'administration conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires. Les dividendes peuvent être payés en euro ou en toute autre devise choisie par l'administrateur unique ou le conseil d'administration de la Société.

16.4. L'administrateur unique, ou le cas échéant, le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

## **Dissolution - Liquidation**

### **Art. 17.**

17.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommés par une décision de l'unique actionnaire ou de l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la décision des actionnaires ou la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

17.2. Le surplus résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chaque actionnaire de la Société.

## **Disposition générale**

**Art. 18.** Est fait référence aux dispositions de la Loi pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents statuts.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

### *Souscription et Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été établies, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- KIRAN Prem, cinq mille actions . . . . .	5.000
2.- EASTWOOD Marcus, vingt mille actions . . . . .	20.000
3.- LORDONG Joé, cinq mille actions . . . . .	5.000
4.- KEIPES Thomas, soixante mille actions . . . . .	60.000
5.- GEORGES Camille, cinq mille actions . . . . .	5.000
6.- BOULIANNE Jaimie, cinq mille actions . . . . .	5.000
Total: cent mille actions . . . . .	100.000

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq (25) pourcent par versement en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,-EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné au moyen d'un certificat bancaire.

### *Constatation*

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

### *Estimation des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.350,-EUR.

*Assemblée générale extraordinaire des actionnaires*

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après délibération, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2019:

- a) Thomas KEIPES, préqualifié, né à Luxembourg, le 10 avril 1991,
- b) Prem KIRAN, préqualifié, né à New Delhi, le 23 juin 1961,
- c) Joé LORDONG, préqualifié, né à Luxembourg, le 6 décembre 1989.

2. Est nommé administrateur-délégué, Monsieur Thomas KEIPES.

2. Marcus EASTWOOD, préqualifié, né à Stafford (Grande-Bretagne), le 12 août 1965, est nommé commissaire aux comptes de la Société pour une durée qui expirera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

3. L'adresse du siège social de la Société est fixé au 31, rue Camilie Mersch, L-5860 Hesperange, GD de Luxembourg

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une traduction anglaise, à la requête des comparantes et que la version anglaise primera en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuel, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Kiran, Eastwood, Lordong, Keipes, Georges, Boulianne, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 octobre 2013. Relation: LAC/2013/49494. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Irène Thill.*

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 11 novembre 2013.

Référence de publication: 2013158773/638.

(130194299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

**Severn Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.560.

—  
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,  
ON THE SIXTH DAY OF THE MONTH OF NOVEMBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.323,

represented by Maître Thierry Kauffman, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 31 October 2013, which shall be registered together with the present deed.</p>
</div>
<div data-bbox="113 779 901 820" data-label="Text">
<p>The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Severn Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:</p>
</div>
<div data-bbox="113 826 901 869" data-label="Text">
<p><b>Art. 1. Denomination.</b> A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Severn Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.</p>
</div>
<div data-bbox="113 875 901 931" data-label="Text">
<p><b>Art. 2. Object.</b> The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.</p>
</div>

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000.00) represented by seven hundred and fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.



The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2013.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and Payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (GBP)
BRE/Europe 7Q S.à r.l. ....	750	GBP 15,000
Total .....	750	GBP 15,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

*Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1.300.-.

*Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
  - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

**Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:**

IM JAHRE ZWEITAUSENDTREIZEHN,  
AM SECHSTEN TAG DES MONATS NOVEMBER,

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen,

BRE/Europe 7Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 180.323,

hier vertreten durch Herrn Thierry Kauffman, Rechtsanwalt, beruflich Wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 31. Oktober 2013, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Severn Investment S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

**Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Severn Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und

unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, Lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes vom 5. April 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

**Art. 6. Übertragung der Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

**Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

**Art. 10. Gesellschafterversammlungen.** Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

**Art. 11. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2013 enden.

**Art. 12. Jahresabschluss.** Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 13. Gewinnverwendung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

**Art. 14. Auflösung.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

**Art. 15. Alleingesellschafter.** Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

**Art. 16. Anwendbares Recht.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (GBP)
BRE/Europe 7Q S.à r.l. ....	750	GBP 15.000
Total . . . . .	750	GBP 15.000

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

#### *Kostenschätzung*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.300.-.

#### *Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
  - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erscheinenden Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. KAUFFMAN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 08 novembre 2013. Relation: RED/2013/1889. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 14. November 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013158867/455.

(130194515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

### **Nova Espace Immobilier Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4101 Esch-sur-Alzette, 12, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 69.777.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale du 22 novembre 2013*

#### *Première résolution:*

L'assemblée accepte à l'unanimité, et avec effet immédiat, la démission de Madame Maria da Nazaré MOREIRA GONCALVES POVOA, née le 29.6.1966 à Lisbonne et demeurant à L-4351 Esch-sur-Alzette, 45, rue Arthur Useldinger, de son mandat de gérante de la société.

#### *Seconde résolution:*

L'assemblée nomme à l'unanimité, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Patrick SCHOUX, né le 8.8.1967 à Differdange et demeurant à L-5424 Gostingen, 3, am Kundel, gérant de la société:

#### *Troisième résolution:*

L'assemblée accepte à l'unanimité les cessions de parts sociales suivantes:

Madame Maria da Nazaré MOREIRA GONCALVES POVOA cède 50 parts sociales de la société à Madame Christiane MÜLLER, épouse Weisgerber, demeurant à L-4480 Belvaux, 17, Chemin Rouge

Madame Maria da Nazaré MOREIRA GONCALVES POVOA cède 50 parts sociales de la société à Monsieur Patrick SCHOUX, demeurant à L-5424 Gostingen, 3, am Kundel

*Quatrième résolution:*

L'assemblée décide à l'unanimité de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la société, à L-4101 Esch-sur-Alzette, 12, rue de l'Eau

Référence de publication: 2013165628/25.

(130202613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

---

**Hilonex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.865.

*1. Transfert de parts*

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 21 novembre 2013, que AIM Services S.à r.l. a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à:

- Alinda Infrastructure Parallel Fund II L.P., une exempted limited partnership, constituée et régie selon les lois des Îles Cayman, immatriculée au Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro WK-27329, ayant son siège social à l'adresse suivante: c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Îles Cayman, 5.125 parts sociales,

- Alinda Infrastructure Fund II AIV-A, L.P., une exempted limited partnership, constituée et régie selon les lois des Îles Cayman, immatriculée au Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro WK-30723, ayant son siège social à l'adresse suivante: c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Îles Cayman, 625 parts sociales,

- Alinda Infrastructure Fund II AIV, L.P., une exempted limited partnership, constituée et régie selon les lois des Îles Cayman, immatriculée au Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro WK-29607, ayant son siège social à l'adresse suivante: c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Îles Cayman, 6.750 parts sociales.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Alinda Infrastructure Parallel Fund II L.P. . . . . .	5.125 parts sociales
Alinda Infrastructure Fund II AIV-A, L.P. . . . . .	625 parts sociales
Alinda Infrastructure Fund II AIV, L.P. . . . . .	6.750 parts sociales

*2. Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 21 novembre 2013*

En date du 21 novembre 2013, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Catherine KOCH de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Alexander BLACK, né le 18 avril 1967 à High Wycombe, Royaume Uni, ayant comme adresse professionnelle: 100 West Putnam Avenue, CT 06830 Greenwich, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Clemens HECKER, né le 5 février 1969 à Cologne, Allemagne, ayant comme adresse professionnelle: 61, Königssallee, 40215 Düsseldorf, Allemagne, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Madame Anne Catherine GRAVE, née le 23 juillet 1974 à Comines, France, ayant comme adresse professionnelle: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Monsieur Alexander BLACK, gérant A

Monsieur Clemens HECKER, gérant A

Madame Anne Catherine GRAVE, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

HILONEX S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013163542/47.

(130199476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

---